Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

L'aquilon

Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 22 numéro 12, 30 mars 2007

C'est l'hiver et on s'amuse



Concours de sculptures du Carnaval du caribou











Résultats du concours de sculptures en page 16



Mais qu'est-ce que ces élèves de l'École Boréale sont en train de faire? Réponse en page 14



Batiste W. Foisy

Nouveaux DVD en français

On les attendait avec impatience. L'Association franco-culturelle de Yellowknife (AFCY) a reçu cette semaine deux caisses pleines de films en français au format DVD. Parmi la sélection plusieurs films étrangers souvent difficiles à dénicher dans les clubs vidéo. Quelques titres : *Horloge Biologique* de Ricardo Trogi, *L'auberge espagnole* de Céric Klapish, *La mauvaise éducation* de Pedro Amodovar ou encore le documentaire *Qui a tué Massoud* de Didier Martiny. La sélection comprend aussi des classiques tels que *Mon oncle Antoine* de Claude Jutra, *Z* de Costa Gavras, un coffret des films de Claude Lelouch et même des spectacles du monologuiste Marc Favreau alias Sol. Précipitez-vous, la location de films est gratuite pour les membres de l'AFCY.

Fraude à l'Agence du logement ?

L'ancien chef de bureau de l'Agence du logement de Norman Wells, Joan Hickling, a été arrêté pour fraude par la Gendarmerie royale du Canada, le 22 mars. Hickling est accusé d'avoir détourné plus de 5 000 $ de l'Agence du logement entre avril 2002 et juin 2006. Il est appelé à comparaître le 16 avril, à Norman Wells.

Un cadavre dans la nature

Le corps sans vie d'un homme a été retrouvé au lac Obre dans le sud-ouest du territoire, près de la frontière avec la Saskatchewan, le 26 mars C'est d'ailleurs un détachement de la GRC de cette province qui a d'abord été dépêché sur les lieux. Des officiers de Fort Smith, de même que des officiers de Yellowknife et des membres du bureau du coroner se sont par la suite rendus sur les lieux. Mercredi soir, la cause de la mort demeurait inconnue et l'identité du décédé n'avait pas été divulguée.

Pas de loi anti-scabs

C'est presque une tradition annuelle : cette semaine un projet de loi anti-briseurs de grève a été battu à la Chambre des communes et les syndicats du Nord ont pesté. Le projet de loi C-257 présenté par le Bloc Québécois a été battu 177 voies contre 124. Seuls les députés bloquistes et néo-démocrates ont appuyé le projet, alors que les libéraux et les conservateurs l'ont boudé. Dans un communiqué de presse, le secteur nord de l'Alliance de la fonction publique, le plus important syndicat au nord du soixantième parallèle, a dénoncé ce vote. Selon le syndicat les députés auraient été incités à voter contre le projet de loi C-257, à la suite de présentation de certains groupes industriels dont la Chambre des mines des TNO et BHP Billiton. Le secteur des mines aux Territoires du Nord-Ouest relève de la juridiction fédérale et est donc tributaire du Code du travail canadien.

Fermeture du château

Le château de neige du Snowking ferme ses portes cette fin de semaine. C'est votre dernière chance de voir cet éphémère prodige architectural. Une exposition sur le thème de la glace sera présentée au château vendredi et samedi. Et le festival se termine sur une note festive avec une soirée rave samedi soir.

Agriculture

Verte et pas mûre

L'Association des fermiers des Territoires tient son 16e séminaire annuel.

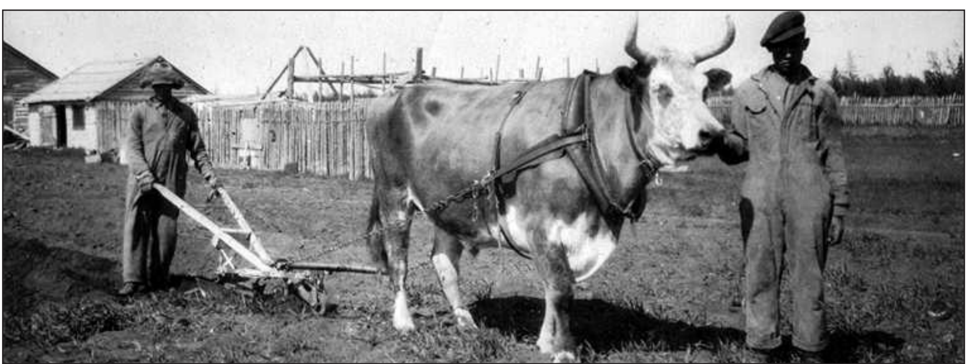


Photo : Archives TNO

Maxence Jaillet

Le samedi 24 mars, l'industrie ténoise de l'agriculture se réunissait à Hay River. Une occasion pour ses membres de se tenir au courant des dernières pratiques et innovations dans un domaine peu développé aux Territoires.

Gene Hachey, consultant au développement du ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement explique durant la première présentation de la journée, que le gouvernement a de l'argent pour subventionner les projets des agriculteurs. Il lance à l'audience : « Nous avons mis au point un plan d'aide au financement pour les fermes individuelles. C'est une initiative des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux permettant aux nouveaux producteurs et à ceux déjà en place, de se doter de subventions d'une ou plusieurs dizaines de milliers de dollars ».

« Pourtant, clame-t-il, personne ne présente de demandes à ces programmes. Il doit y avoir des gens qui veulent produire, mais ils ne savent pas quoi ou comment produire. » Questionné par *L'Aquilon*, Hachey avoue ne pas savoir pourquoi il ne recense aucune application. « Il est possible pour le territoire d'atteindre une certaine autonomie, bien sûr il y a beaucoup de produits qu'il nous faut importer, mais il est possible de subvenir aux besoins locaux sur plusieurs marchés. Pour cela il faut travailler avec les producteurs, il faut les aider à produire plus et à développer des ententes pour retrouver leurs produits dans les épiceries locales. »

Mais le maire de Hay River, John Pollard avait déjà tout dit en ouvrant le colloque: « il ne peut y avoir de développement viable de l'agriculture sans la mise en place d'un cadre stratégique territorial, établissant des règles à suivre et des espaces attribuables à cette industrie ». Ce cadre de développement est en place au ministère depuis 2003 déjà, mais se résume aux subventions susmentionnées. En ce début de matinée, une certaine incohérence était palpable entre les besoins des décideurs publics et les ressources disponibles fournies par le gouvernement.

Alors, sans grandes perspectives en vue, les cultivateurs et les fermiers ont assisté aux différentes interventions leur présentant des activités potentielles d'exploitation aux TNO. Citons la culture de baies sauvages, ressource concentrée en éléments chimiques anti-oxydants fortement recherchés par les compagnies pharmaceutiques; l'utilisation de systèmes d'électrolyse pour traiter l'eau des élevages d'animaux ou simplement celle irrigant les horticultures. Cette méthode permet un contrôle sur la formation de parasite, ce qui entraînerait une réduction significative des pertes sur les productions.

La présentation ciblant le plus les producteurs du Nord était celle de Qianq Zhang de l'université de Winnipeg qui démontrait le potentiel d'un modèle de cette serre, pour étendre la saison de production sous nos latitudes. Un mur vertical isolé sur le côté Nord de la serre, permettrait l'emmagasinage des radiations solaires pénétrant le jour dans la serre. Et une bâche isolante déployée sur le dessus cette serre empêcherait la perte de chaleur restituée par le mur durant la nuit. « Dans ces régions où faire pousser en serre est synonyme de consommation énergétique, cette alternative permet d'augmenter l'écart de température entre l'extérieur et l'intérieur. C'est-à-dire qu'avec des températures approchant les -30° C, la température ambiante de la serre ne descendra pas en dessous de -5°C durant la nuit. Ainsi une consommation normale d'énergie sera nécessaire pour assurer le maintien de la température adéquate. Le jour, même à -20 degrés, les radiations du soleil feront monter la température intérieure au-delà des 20° Celsius. »

Mike Wood de Hay River s'est dit intéressé par cette idée. Il possède déjà des serres, mais seulement pour entretenir ses fleurs l'été qu'il vend à son magasin le *Wood Shed*. Depuis quelque temps, il veut mettre sur pied un jardin communautaire. Cela lui permettrait d'offrir des pousses assez développées pour les planter au mois de juin et d'impliquer des gens dans la production en serre. Avec des garanties, il est persuadé de pouvoir intéresser des résidents à établir un groupe autonome de jardinage.

L'Association des fermiers des Territoires est une ressource pour les agriculteurs et producteurs ténois depuis 1973. Elle regroupe une cinquantaine de membres qui font pousser des légumes d'Aklavik à Fort Smith.

Les lecteurs le disent

C'est ma ville

L'Aquilon **discute avec une Acadienne de Yellowknife !**




Maxence Jaillet

Sylvie Savoie est une jeune diplômée de 24 ans lorsqu'elle arrive aux TNO dans les années 90. Depuis elle a fondé une famille à Yellowknife et se considère chez elle dans cette ville.

Elle administre depuis plusieurs années le bureau de *Groupe Investors Inc*, une société de courtiers d'assurances présente partout au Canada. « J'ai eu plusieurs postes dans différentes compagnies, mais toujours dans la même branche. C'est ici où je suis devenue adulte, où j'ai pris mes responsabilités. Pour moi Yellowknife c'est une petite ville de la bonne grandeur. Nous sommes proches de la nature et j'aime vraiment ça. Je m'associe à la communauté de Yellowknife ainsi qu'aux francophones. »

Avec deux enfants, Sylvie s'est beaucoup impliquée dans les organismes d'éducation francophone. « Je suis une Acadienne de Bathurst, je suis une francophone, il est indiscutable que mes enfants soient francophones eux aussi. Ils sont bilingues, et c'est à leur avantage… Mais qu'ils s'identifient à la culture de leur langue maternelle est très important. Même si leur père est anglophone. Pendant plusieurs années, j'ai présidé le conseil de la garderie Plein Soleil, maintenant j'ai pris un peu de recul, je siège actuellement sur le regroupement des parents francophones des Territoires du Nord-Ouest. C'est une fonction un peu fantôme qui reçoit un support financier du fédéral et dont le portefeuille est géré par la Fédération franco-ténoise. Nous allons bientôt établir une structure plus dynamique pour ce regroupement. »

« Lorsque je suis arrivée ici, je me suis rendu compte qu'il y avait une énorme diversité dans la francophonie. Avant je ne savais même pas que d'autres Acadiens, comme ceux de la Nouvelle-Écosse et de l'Île du Prince-Édouard devaient se battre pour avoir accès à l'éducation en Français. À Yellowknife, j'ai appris ce qu'était un ayant droit. J'ai découvert une mosaïque francophone multiculturelle, avec des gens des différentes régions du Canada, d'autres venant d'Afrique et de l'Europe. »

Abonnée à *L'Aquilon* depuis plusieurs années, Sylvie s'intéresse plus ou moins à l'ensemble du journal. Étant très attachée à la capitale, elle décrète : « pour moi le journal m'apporte des nouvelles locales, alors je lis principalement ce qui a rapport avec Yellowknife. Je suis aussi les chicanes entre les organismes francophones et je regarde les photos des autres places ».

Pour conclure, elle ajoute qu'elle trouve l'hiver très supportable à Yellowknife. Cette femme au rire contagieux aime les festivals de la ville. Celui qu'elle affectionne en particulier est le festival du solstice d'été le Raven Mad Daze. D'autant plus qu'il correspond à ses dernières activités aux TNO, avant de partir pour le Nouveau-Brunswick tout le reste de l'été.

Éducation post-secondaire

« Je n'ai pas vu la couleur de l'argent »

La mise sur pied d'un service d'étude post-secondaire francophone passe par certaines étapes incontournables.

Maxence Jaillet

Suite à une rencontre avec le sous-ministre de l'Éducation Dan Daniels, le directeur général de la Fédération franco-ténoise (FFT), Léo-Paul Provencher affirme qu'il est optimiste quant au développement d'un programme d'étude post-secondaire francophone aux TNO, même s'il n'a pas reçu de réponse formelle de ses bailleurs de fonds.

L'éducation en français est un droit et être diplômé en français en est un autre. Une idée que le directeur de la FFT aurait pu soutenir lors de sa rencontre de mercredi matin. Mais le sous-ministre Daniels est déjà bien au courant de la priorité d'offrir un service francophone de formation pour atteindre le milieu du travail aux Territoires. Les étapes sont claires pour atteindre cet objectif. Premièrement il faut recruter un administrateur compétent pour poursuivre les démarches de mise en place et de prendre la direction de l'institution par la suite. C'est malheureusement à cette demande primordiale que le représentant du ministère n'a pas accordée de réponse formelle. En effet, le financement de ce poste est la clé qui fera tourner le moteur de cette institution en devenir.

Vous vous dites, comment une clé peut faire fonctionner quelque chose qui n'existe pas encore? C'est simple, il faut penser formation à distance, une option encore virtuelle, mais qui peut devenir réalité.

Le but est d'offrir une gamme de programmes pouvant s'étendre aux quatre points de services francophones principaux. Soit Inuvik, Yellowknife, Hay River et Fort Smith. Ensuite il faut pouvoir équiper l'institution pour décerner des diplômes reconnus ailleurs au Canada.

« Depuis plusieurs années nous mettons en place les bases de cette institution. Nos cours d'alphabétisation, la francisation familiale sont des programmes qui sont dirigés vers des adultes. Nous sommes déjà en action. Nous avons établi plusieurs contacts avec des institutions de ce genre hors territoire, pour nous donner les meilleures indications sur le déploiement des programmes grâce à leurs expériences. Il nous reste à réunir l'offre de service sous un même toit, à négocier des ententes d'affaires avec des organismes comme le collège Aurora ou les établissements locaux, ce qui nous permettrait de diffuser des cours en salle à travers le territoire, en plus de notre formation à distance. »

Léo-Paul assure que le sous-ministre est conscient que les premiers finissants francophones de cette année voudront avoir accès à des formations dans leur langue.

Pour le futur, la FFT cogite aussi sur le nom qu'elle pourrait donner à cet institut. Le concept d'éducation étant essentiel, il doit se ressentir dans l'inévitable acronyme. Par la suite, après quelques années de progression, l'institut pourrait même rêver d'avoir pignon sur rue. Comme l'indique le commentaire que Provencher dirigeait à la communauté alors qu'il signait sa demande formelle d'aide financière au ministère de l'Éducation, au Patrimoine Canadien et à Service Canada . « *J'espère que cette démarche est le précurseur du Collège francophone des TNO dans 10 ans. Il suffit d'y mettre l'énergie et la volonté.* »

Éditorial


Alain Bessette

Moi je suis prêt à attendre

Je suis heureux de constater que je ne suis pas le seul à penser que l'évaluation astronomique des coûts de construction du pipeline est peut-être un peu pas mal gonflée par les promoteurs. La différence entre l'opinion émise par le président du Aboriginal Pipeline Group (APG) et la mienne, c'est que M. Carmichael est sûrement mieux informé que moi et, surtout, mieux au fait des coûts réels de ce projet.

Qu'il y ait augmentation, je n'en serais pas étonné. Que ce soit l'explosion économique en Alberta ou la pression exercée sur l'industrie de la construction par les travaux olympiques de Vancouver, matériaux et main d'œuvre sont très en demande en ce moment. Mais de là à croire que les coûts vont plus que doubler, il y a un pas que je ne franchis pas.

En effet, les facteurs pouvant expliquer cette hausse sont conjoncturels. En retardant de quelques années la construction du pipeline, on pourrait contourner ces facteurs. Ainsi, sans gaz naturels en abondance, les opérations d'extraction du pétrole des sables bitumineux dans le Nord de l'Alberta et de la Saskatchewan auront peut-être tendance à ralentir et il s'agit là de l'activité économique qui crée le plus de pression sur les coûts de construction chez nos voisins du Sud. De plus, d'ici 2010, la construction des installations olympiques des Jeux de Vancouver devrait être achevée, enlevant encore plus de pression sur les coûts de construction.

Personnellement, je serais plus enclin à attendre plutôt de se plier à ce chantage des compagnies pétrolières.

Et si les gouvernements veulent absolument faire avancer le projet, je trouverais éhonté que cela prenne la forme d'une subvention aux riches compagnies pétrolières. Si le concept d'étatisation d'infrastructures énergétiques n'est pas des plus populaires dans le contexte politique canadien, celui des partenariats publics-privés est encore bien reçu. Ainsi, si les gouvernements investissent dans ce projet, ils devraient avoir une partie de la propriété du pipeline proportionnelle à sa contribution. Mais ce droit de propriété ne devrait pas être aussi limité que le type d'entente intervenue au profit de l'APG qui est assorti de conditions reliées au développement d'autres champs gaziers. Il faudrait des titres de propriété clairs qui permettraient aux gouvernements de dicter leurs propres conditions d'exploitation et de génération de revenus.

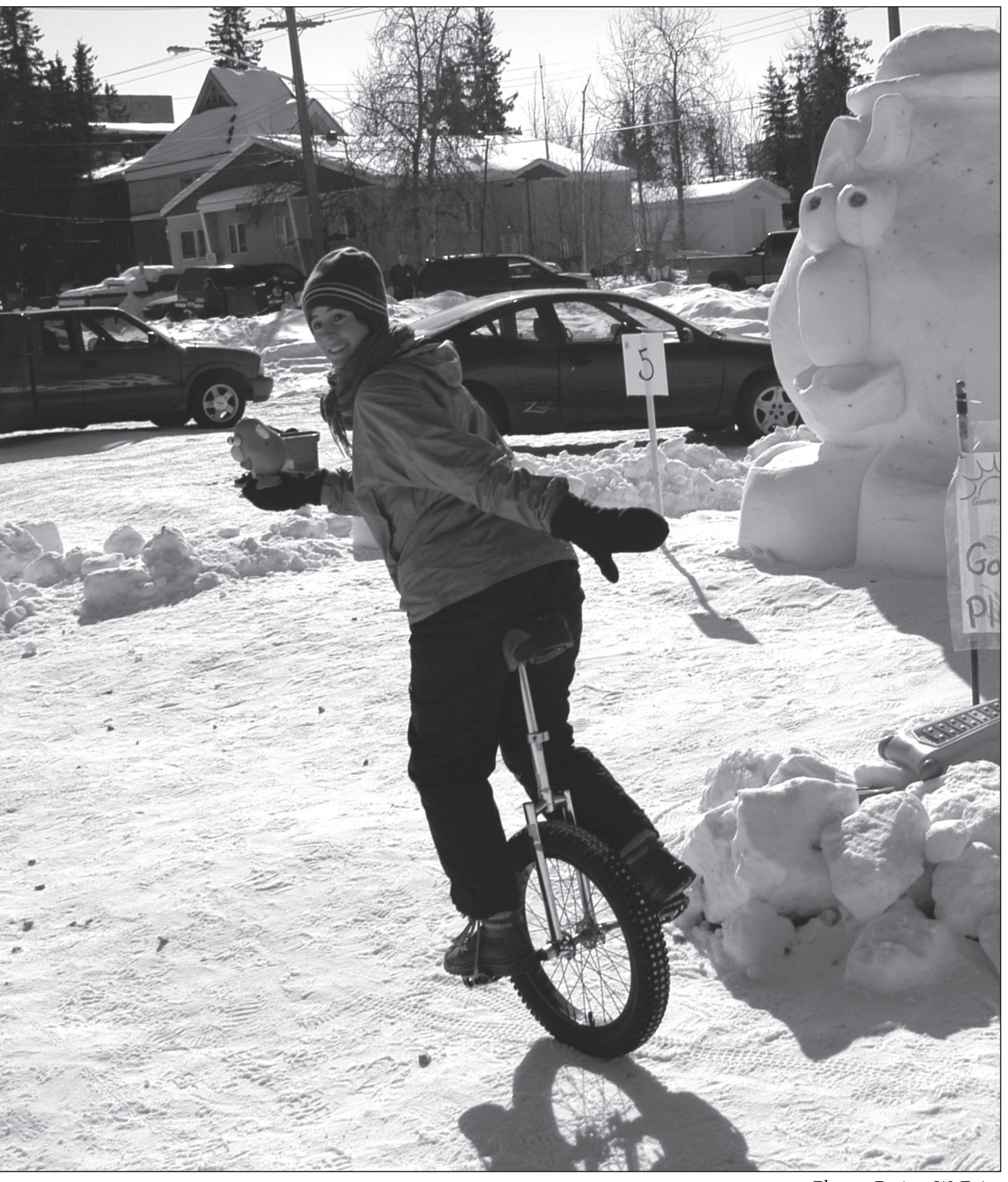


Photo : Batiste W. Foisy

Cynthia Durand parade devant la sculpture de neige que l'équipe de la garderie Plein Soleil a confectionné avec en main l'inspiration de leur chef d'oeuvre. Monsieur Patate a attiré l'oeil de biens des enfants, mais a fini en seconde position pour le prix du public.



L'aquilon

C.P.1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (867) 873-6603, Télécopieur : (867) 873-2158
C.P. 4612, Hay River, NT, X0E 0R0
Tél. : (867) 875-0117, Téléc.: (867) 874-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com
Sur le web : www.aquilon.nt.ca

Rédacteur en chef : Alain Bessette
Journaliste : Batiste W. Foisy et Maxence Jaillet
Correction d'épreuve : Jaqui Gagnon
Adjointe administrative : France Benoît

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires. *L'Aquilon* est la propriété des *Éditions franco-ténoises/L'Aquilon* et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.





Critique d'une chronique

COURRIER DU LECTEUR

Suite à une absence de plusieurs semaines pendant laquelle je me pris à penser (quel naïf je fais!) que c'en était enfin terminé des articles de cette impitoyable et intarissable débiteuse de sottises et d'énormités, nommément Geneviève Harvey, j'eus il y a quelques jours mauvaise surprise de découvrir que sa disparition n'était que temporaire. Ce n'était d'ailleurs pas la première fois que je concevais une espérance en ce sens : l'an dernier, lorsqu'elle annonça son départ, j'en fis part immédiatement, et avec une joie non contenue, à mon entourage... Cette joie tourna vite à la déception lorsque je pris connaissance du fait qu'elle continuerait, malgré son départ, à polluer *L'Aquilon* de ses états d'âme frôlant parfois la psychose semi-hystérique et de ses opinions ne pouvant intéresser que les gens à l'esprit brouillon qui croient que conviction a force d'argument et qu'une référence à la boîte de Pandore constitue la preuve d'une remarquable érudition. Parlons-en, d'ailleurs, de cette allusion qu'elle fit il y a quelques années à cette fameuse boîte, ça me permettra en même temps d'illustrer l'une des attitudes que je reproche à cette chroniqueuse dont les articles m'ont profondément agacé depuis maintenant sept ans, soit depuis l'époque où je pris connaissance de son existence. Immédiatement après la mention de la boîte, donc, elle cessa son discours dans le but d'expliquer aux lecteurs, qu'elle imaginait abasourdis de stupeur devant cet étalement extravagant de culture, ce qu'il en était de cette boîte au contenu mystérieux et des conséquences qu'eut son ouverture sur la destinée des humains. Eut-elle décidé de laisser le soin aux lecteurs ignorants, par ailleurs beaucoup moins nombreux qu'elle semblait le soupçonner, de se renseigner par eux-mêmes sur le récit mythologique qui y est relié, que même les moins aguerris eurent en quelques minutes trouvé de quoi il en retournait dans n'importe quel dictionnaire des noms propres ou dans au moins quelques milliers de sites de la toile; eut-elle opté pour l'omission de ce récit, donc, les lecteurs qui le connaissaient n'auraient pas eu à lire cette information connue d'eux en ayant l'impression d'avoir affaire à une prétentieuse qui semble vouloir en imposer (c'est à ce moment, quant à moi, que je fus abasourdi de stupeur... devant sa bêtise et son arrogance, cela va de soi).

Le romancier turc Orhan Pamuk mentionne, dans son roman «Le livre noir», qu'un écrivain, s'il s'adresse à des adultes, devrait écrire pour son intelligence et non pour celle qu'il soupçonne à ses lecteurs. S'il s'imagine ses lecteurs plus bêtes que lui, il devient condescendant; dans le cas contraire, ses textes risquent fort de devenir d'un hermétisme qui rebutera même les plus patients. GH, qui selon moi se trouve dans la première de ces deux catégories d'écrivassiers, devrait peut-être réfléchir sur ce conseil. Pour l'instant, cette pseudo-gauchiste prend son lecteur moyen pour un taré (belle ouverture d'esprit!); cette pseudo-gauchiste semble considérer que les accommodements raisonnables sont des outrages au peuple québécois (et moi qui croyais que la gauche prônait la tolérance... cette tolérance ne doit être disponible qu'aux autres partisans de la gauche, j'imagine...); cette pseudo-gauchiste prend ses vacances dans des pays reconnus pour être de ceux où peu d'argent dure longtemps (légitimant ainsi selon moi cet état des faits).

Mais vous vous imaginez bien que tout ce que je relate ici commence à dater et que si mon opinion ne date pas d'hier, il semble surprenant que je n'aie pas encore cru bon de réagir depuis sept ans et que soudainement j'explose ainsi. Et vous avez bien raison! Le déclencheur, le catalyseur, est survenu la semaine dernière : dans sa chronique, GH y a descendu sans pitié et sans aucune forme de procès un brillant journaliste, André Arthur, homme d'une très grande intelligence qui, à défaut d'être toujours délicat, n'en demeure pas moins très difficile à attaquer tant ses assises sont solides, contrairement, soit dit en passant, à GH, qui gagnerait à être plus impartiale dans son jugement vis-à-vis dudit Arthur et à prendre de la graine en étudiant comment cet homme articule ses discours, plutôt que de lancer ses attaques infondées sur l'état de délabrement dont souffrirait selon elle son cerveau. Ce dernier est parfaitement sain et aucune opération ne lui sera nécessaire pour en améliorer son fonctionnement, loin de là et malgré ce qu'en pense GH.

Je pourrais m'attarder très longtemps sur le cas Arthur, homme dont je n'approuve pas toujours, loin s'en faut, les opinions, mais dont je respecte le professionnalisme et qui, selon mes critères, fait preuve de plus d'impartialité en critiquant vertement les énormités, mensonges et semi-vérités que profèrent des personnages publics, qui devraient éviter de prendre les citoyens pour des imbéciles. À commencer par les journalistes du type Radio-Canada qui se contentent de rapporter ces balivernes sans y ajouter de commentaires. Oui, j'en aurais encore long à dire sur le sujet, mais comprenant que j'ai déjà suffisamment pris de votre temps, je serai bref à la place. Je comprends par ailleurs très bien que la piètre opinion qu'ont bien des gens d'Arthur me serait de toute façon très difficile à ébranler et que seule une longue analyse, qui ne saurait trouver ici sa place, pourrait peut-être la modifier... Je vous inviterai donc seulement à prendre conscience que les gens de Portneuf, qui ont élu Arthur comme député, ne sont pas des idiots congénitaux, et qu'ils ne sont pas non plus des dangereux détraqués : vivant en couple avec une fille de Portneuf depuis plus d'onze ans, j'en sais quelque chose.

Félix Gagné,
Yellowknife

Commentaire

On est tu bien icitte !

Batiste W. Foisy

Comme de nombreux Québécois que les ressacs de la vie ont fait échoué aux Territoires du Nord-Ouest ou ailleurs, j'ai suivi avec un brin de détachement ces élections provinciales (nationales ?) qui se sont terminées cette semaine.

En écoutant le dépouillement des votes à la radio lundi, j'imagine que je ne suis pas le seul à m'être dit « tabar… que je suis bien icitte ! » (Pour ceux qui n'ont pas suivi, les libéraux de Jean Charest forment un gouvernement fortement minoritaire : 48 sièges, contre 41 pour l'ADQ et 36 pour le Parti Québécois)

Le Québec semble s'être polarisé entre sa métropole et ses régions. D'un côté, Montréal la branchouillarde déconnectée qui devise sur l'altermondialisation en sifflant un latté équitable ; et de l'autre Québec et les régions en perpétuel repli identitaire, prêtes à brader quarante ans d'acquis sociaux pour qu'on mette du lard dans leurs *beans*. Triste tableau.

Mais après tout, je peux me tromper, observateur étranger que je suis. J'ai donc demandé conseil a un ami avec lequel je ne m'entends rarement, mais qui est toujours aussi intarissable quand vient le temps de papoter sur la politique. André Routhier, Québécois de Yellowknife lui aussi, ne voit pas le résultat étonnant de lundi comme un changement de cap.

« Remarque, ça fait longtemps que je n'y suis pas allé, mais je ne pense pas que le Québec ait viré à droite tout d'un coup », dit-il. « À droite au Québec, il y avait moi et cinq de mes chums », blague-t-il.

Il voit plutôt la montée de l'Action démocratique du Québec et de son chef Mario Dumont, que certains ont comparé, quoique maladroitement, à Jean-Marie Lepen, comme un vote de protestation plus qu'un endossement de son idéologie.

« Si t'étais écoeuré des référendums et que tu voulais punir [Jean] Charest, alors tu as voté ADQ », analyse celui qui se dit quand même surpris du résultat.

Simon Bérubé, ancien journaliste de *L'Aquilon*, qui habite aujourd'hui dans ce fief adéquiste qu'est devenue la ville de Québec, tire des conclusions similaires. « Beaucoup de ces gens n'ont pas voté *pour* Mario Dumont, mais bien *contre* André Boisclair et Jean Charest. Ces deux derniers devront sérieusement remettre en question leur manière de faire de la politique. Boisclair trop mondain, Montréalais. Il utilisait la langue de bois et peu de gens pouvaient véritablement s'y identifier. De son côté, Charest a fait preuve d'arrogance tout au long de son mandat en ignorant une majorité de la population qui était contre plusieurs de ses projets controversés », m'écrit-il entre deux cours de science politique à l'Université Laval.

Il estime que l'ADQ va déplacer le gouvernement du Québec plus à droite qu'il ne l'était sous Jean Charest. « Les ardeurs conservatrices de Jean Charest avaient été freinées par le Parti libéral du Québec à son arrivée en 1997 et il avait dû se rajuster. Le chef était plus à droite que son parti. Maintenant, l'opposition officielle est encore plus à droite. Charest pourra certainement naviguer pour ramener son parti vers la droite », prédit-il.

S'il observe candidement que le Parti Québécois « a mangé toute une râclée », il ne donne pas le séparatisme pour mort. « Il serait dangereux pour le reste du Canada de crier au triomphe tout de suite. La moindre erreur, comme le rapatriement de la Constitution, Meech, Charlottetown ou le scandale des commandites pourrait rallumer la ferveur. »

Pour ma part, j'ai bien observé que 1,7 millions de Québécois ont choisi de ne voter pour aucun parti, alors que la formation la plus populaire, les libéraux de Jean Charest, n'ont récolté que 1,3 millions de votes… Faut-il en conclure qu'aucun des partis politiques du Québec ne représente l'intérêt des Québécois. On se remonte le moral comme on peut.

En terminant, je suggère aux trois chefs québécois, qui n'ont pas fini de se chicaner avec chacun plus ou moins le tiers des sièges de l'Assemblée Nationale, de venir faire un tour aux TNO. Ils auraient intérêt à observer le fonctionnement de notre gouvernement dit « de consensus ».

Nous avons ici un gouvernement constamment minoritaire, avec des représentants aux horizons bien différents, certains venus de régions rurales plutôt homogènes et d'autres vivant dans une capitale moderne et multiculturelle. Nous avons six nations différentes et onze langues officielles… Et ça marche !

Le résultat des élections québécoises bien accueilli au pays

Danny Joncas

OTTAWA – Le mouvement souverainiste au Québec a subi un dur coup le lundi 26 mars dernier alors que le Parti Québécois (PQ) a terminé troisième dans le cadre du scrutin provincial, obtenant 36 des 125 sièges à l'Assemblée nationale.

Pendant ce temps, l'Action démocratique du Québec (ADQ) de Mario Dumont y allait d'une percée inattendue en faisant élire 41 députés et le Parti libéral, dirigé par Jean Charest, était reporté au pouvoir avec l'obtention de 48 sièges.

Dans l'ensemble du pays, on a réagi favorablement à ces résultats, tant du côté de la colline parlementaire à Ottawa que du côté des communautés francophones situées à l'extérieur du Québec. D'ailleurs, le premier ministre Stephen Harper, tout comme le chef de l'opposition Stéphane Dion, ont commenté sur ces résultats dès le lendemain, et ce, après s'être entretenus avec messieurs Charest et Dumont.

« Certes, l'élection a porté sur des enjeux provinciaux propres au Québec, mais je constate que les Québécois ont réagi favorablement au fédéralisme d'ouverture et que deux tiers d'entre eux ont voté contre la tenue d'un autre référendum », avance M. Harper.

Pour sa part, Stéphane Dion estime que malgré ce résultat décevant pour le PQ, le mouvement souverainiste n'est pas mort pour autant. « Le résultat de ces élections est une bonne nouvelle pour l'unité canadienne, mais il y a encore un mouvement souverainiste fort au Québec », juge le nouveau chef du Parti libéral du Canada.

Francophonie canadienne

En ce qui a trait aux relations qu'entretient le Québec avec les communautés francophones et acadiennes du reste du pays, la réélection des libéraux permettra de poursuivre un long exercice qui a beaucoup progressé au cours des dernières années, notamment grâce à la collaboration de Benoît Pelletier, qui agissait à titre de ministre québécois des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne.

« Les communautés francophones et acadiennes ont été surprises du résultat des élections. On entend continuer à travailler avec tous les partis. Notre lien privilégié avec le gouvernement du Québec était le ministre Pelletier et peu importe le ministère dont M. Pelletier héritera dans le nouveau cabinet de Jean Charest, il demeurera un allié pour les communautés francophones et acadiennes et l'une de nos portes d'entrée au gouvernement du Québec », commente Jean-Guy Rioux, président de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada.



Chronique TNO Santé

L'ergothérapie

L'ergothérapeute est un professionnel de la santé réglementé qui est spécialisé dans l'analyse, l'adaptation et l'utilisation thérapeutique d'une occupation. Il collabore avec un patient et sa famille ou son soignant pour accroître au maximum son autonomie. L'ergothérapeute aide un patient à retrouver et à conserver sa capacité à accomplir les activités de la vie courante et cherche à prévenir tout dysfonctionnement et à promouvoir un mode de vie sain.

L'ergothérapie se caractérise par l'éducation, la rééducation ou la réadaptation par et pour l'activité (*Ergon*). Ainsi, c'est par le biais d'activités de vie quotidienne telles que l'habillage, le repas, le ménage, les courses, le jeu et à d'autres techniques, que l'ergothérapeute organise un cadre thérapeutique visant à traiter ou suppléer des déficiences organiques ou psychiques. D'autres activités de type artisanal peuvent aussi être employées dans un contexte thérapeutique individuel ou de groupe.

Voici quelques exemples du rôle de l'ergothérapeute :

Il peut enseigner de nouvelles façons de faire, notamment la façon de s'habiller avec un seul bras après un accident vasculaire cérébral.

Il est capable d'adapter les accessoires ou les appareils utilisés par un patient, par exemple en créant un manche de cuillère qui l'aide à s'alimenter.

Il peut modifier l'environnement, notamment en recommandant une chaise de baignoire précise qui accroît la sécurité d'un patient à la maison.

Jean de Dieu Tuyishime
Coordonateur, Réseau TNO Santé

Championne de la semaine



Suzette Montreuil, ergothérapeute à l'hôpital territorial Stanton de Yellowknife

Suzette est ergothérapeute à l'hôpital territorial Stanton. Elle aide les patients à retrouver et à conserver leurs capacités à accomplir les activités de la vie courante et cherche à prévenir tout dysfonctionnement. Elle offre des services professionnels pour les patientes et patients francophones. Elle est impliquée dans l'éducation francophone (commissaire), dans l'alliance de la fonction publique et en santé en français (jusque récemment). Elle aime chanter et vient de produire un CD dont le titre est « Northern skies ».

Bravo Suzette! Ton implication communautaire nous inspire.

La Chronique TNO Santé est préparée par le Réseau TNO Santé en français et se veut un espace d'échanges et d'information. Pour plus de renseignement, consultez www.reseautnosante.com

Subventionner ou non le gazoduc ?

La pression est forte pour que les contribuables assument une partie des frais de construction.

Batiste W. Foisy

Dans une entrevue accordée à l'hebdomadaire en ligne *Nickle's Daily Oil Bulletin*, le ministre de l'Industrie du Tourisme et de l'Investissement des Territoires du Nord-Ouest, Brendan Bell, affirme que le gouvernement fédéral devra délier les cordons de sa bourse s'il veut que le Projet gazier du Mackenzie aille de l'avant.

« Nous prônons le même genre d'investissements et de garanties que ceux qui se sont avérés essentiels à la construction du réseau ferroviaire canadien, à la création de la voie maritime du St-Laurent et à d'autres projets phare qui ont bâti le pays », affirme le ministre Bell à la revue Web spécialisée dans l'industrie pétrolière et gazière canadienne.

Comme il l'avait déclaré une semaine plus tôt dans l'enceinte de l'Assemblée législative, Bell propose des investissements fédéraux dans certaines infrastructures connexes au pipeline – les débarcadères de barges le long du fleuve Mackenzie entre autres.

Il réclame également des prêts garantis pour l'Aboriginal Pipeline Group, cette société autochtone qui posséderait un tiers des droits du pipeline advenant que le projet attire d'autres exploitants que les promoteurs du projet initial.

Enfin, le ministre demande que le gouvernement fédéral garantisse des volumes de gaz supérieurs à la capacité des champs gaziers initiaux. Ainsi d'autres gisements tels que ceux de la mer de Beaufort et de la région de Colville Lake seraientt rendus plus accessibles aux investisseurs potentiels.

Ces affirmations recoupent les propos du vice-président d'Imperial Oil Canada, Randy Broiles, qui a réclamé ce même genre de « boniments » le 12 mars dernier, à l'issue d'un point de presse. Durant cette allocution, Broiles a annoncé que les coûts estimés du mégaprojet s'élevaient désormais à 16,2 milliards de dollars, contre 7 milliards $ en 2004.

Tant le vice-président d'Imperial Oil que le ministre de l'Industrie ont laissé entendre que de tels investissements ne constituent pas des subventions à proprement parler.

À Ottawa, on semble ouvert à une aide à l'industrie. À la Chambre des communes, le 19 mars, lors de la période des questions orales, le secrétaire parlementaire aux Affaires indiennes, Rod Bruinooge, a indiqué que des subventions étaient probables.

« Il est évident que le projet de pipeline de la vallée du Mackenzie représente un important avantage économique pour le Nord. Notre gouvernement entend appuyer le secteur privé pour s'assurer qu'il sera mené à bien », a-t-il déclaré à la Chambre.

Quelques jours plus tôt, citant une source gouvernementale anonyme, le *Financial Post* révélait que le gouvernement fédéral songeait sérieusement à acheter des actions participatives (equity shares) dans le projet. D'après cette source, posséder une partie du pipeline serait la seule forme d'appui financier que le gouvernement serait prêt à considérer.

Sous le gouvernement libéral de Paul Martin, de telles propositions avaient été présentées aux promoteurs du Projet gazier du Mackenzie qui avaient catégoriquement rejeté tout rachat partiel du projet par le gouvernement. Avec l'escalade des coûts l'attitude du consortium gazier pourrait cette fois différer.

Du chantage

Pour la coalition de groupes d'intérêts nordiques Alternatives North, l'escalade des coûts annoncée par Imperial Oil, n'est rien de plus que du chantage.

« C'est une manoeuvre flagrante de chantage opérée par certaines des plus riches multinationales du monde pour inciter les gouvernements à leur accorder de l'aide sociale corporative », affirme Ben McDonald, un porte-parole d'Alternatives North.

La coalition estime que des subventions ne sont pas nécessaires pour ce projet, et ce d'aucune façon. « Les contribuables canadiens et les résidents du Nord ne devraient pas financer les profits exorbitants de ces compagnies monstrueuses », dit-il faisant référence à ExxonMobil, la société américaine qui détient 70 % des actions d'Imperial Oil Canada. En 2006 ExxonMobil a dégagé des profits nets de 36 milliards US$, ce qui en fait la plus riche compagnie au monde.

Chose rare, l'opinion de la coalition de gauche concorde avec les propos du président du Aboriginal Pipeline Group, Fred Carmichael, rapportés dans l'édition du 16 mars du *Financial Post*. Selon le *Post* Carmichael aurait affirmé que Imperial Oil a gonflé les coûts pour obtenir davantage d'aide gouvernementale.



Ce qu'on dit aux audiences

La santé avant tout

Batiste W. Foisy

L'affluence de travailleurs durant la période de construction du projet gazier du Mackezie ne doit pas paralyser le système de santé des Territoires du Nord-Ouest, ont expliqué des représentants du ministère de la Santé et des Services sociaux qui ont témoigné devant la Commission d'examen conjoint sur le Projet, le 15 mars.

Il ne faudrait pas, par exemple, que les médecins des TNO soient accaparés à évaluer l'aptitude au travail des employés du pipeline. « Nous estimons que les promoteurs devraient être en mesure de contracter leurs propres médecins, ou des cliniques, pour exécuter ses évaluations. Ainsi nous n'augmenteront pas indûment la charge de notre système de santé », a indiqué le docteur André Corriveau, l'hygiéniste en chef du ministère de la Santé. Il précise que ce genre d'exigence est routinier et que les mines de diamants, notamment, ont a leur disposition leur propre équipe de médecin pour effectuer ce genre d'évaluation.

Il importe également que des mesures d'urgences soient préparées pour faire face à d'éventuelles situations critiques telles que des évacuations massives, a indiqué le docteur Corriveau.

« Disons qu'il y a une épidémie de maladie dans un camp de travail et que, en ma qualité d'hygiéniste en chef, je décide que personne ne doit entrer ou sortir de ce camp jusqu'à ce que la situation se stabilise. Eh bien, [les promoteurs], dans l'élaboration de leur plan, devraient s'assurer qu'il y aura assez de provisions sur place pour une telle éventualité », a-t-il témoigné.

Le docteur a également indiqué qu'un système de vaccination des travailleurs devrait être assuré, et ce aux frais des promoteurs.

Le vrai nombre d'emplois

Il y a quelques semaines, le représentant d'Imperial Oil aux audiences publiques, Randy Ottenbreit, avançait que la phase de construction du gazoduc allait générer 20 000 emplois directs. Un chiffre pour le moins impressionnant.

La semaine dernière, lors d'une session portant sur l'employabilité, la formation et l'éducation, Ottenbreit a apporté des précisions sur ces projections.

En fait, la construction du projet donnera du boulot à 8 000 personnes par année pendant quatre ans. Chacun de ces travailleurs sera à l'ouvrage durant quatre à cinq mois par année.

On estime que 1 500 emplois par année seront comblés par des résidents des Territoires du Nord-Ouest. Ce chiffre comprend autant les emplois directs de la construction du pipeline que les emplois indirects.

Rectificatif

Dans l'édition du 16 mars de *L'Aquilon*, nous écrivions que les audiences publiques de la Commission d'examen conjoint sur le Projet gazier du Mackenzie allaient se terminer ce mois-ci. Cette information était erronée. En fait la Commission ne s'attend pas à compléter ses travaux avant la fin de l'été ou au début de l'automne 2007.

Conformément à l'ordonnance de la Cour fédérale de janvier 2007 concernant l'exclusion des Dénés Tha du processus réglementaire, la Commission ne pourra pas soumettre son rapport tant que la Cour ne l'aura pas autorisée à le faire.

Une fois cet avis de non-publication levé, le rapport de la Commission pourra être acheminé au gouvernement fédéral et à l'Office national de l'énergie. Le gouvernement répondra ensuite au rapport.

Enfin, l'Office national de l'énergie tiendra une audience finale pour entendre les plaidoiries de clôture des différentes parties. Suite à cette audience, l'Office national de l'énergie soumettra sa décision d'autoriser ou non la construction du Projet gazier du Mackenzie.

L'équipe de *L'Aquilon* s'excuse de la confusion que cette mégarde a pu susciter.

Santé

Un compromis du GTNO

Le centre d'aide à la vie autonome pour les adultes sera construit à Hay River.

Maxence Jaillet

Le 21 mars dernier, le ministre Floyd Roland de la Santé et des Services sociaux, annonçait devant l'Assemblée législative la création à Hay River, d'un centre destiné aux adultes déficients intellectuels des TNO, colmatant ainsi le litige qui secouait la ville et la capitale sur la localisation du centre de traitement pour les jeunes.

Jane Groenewegen, députée de Hay River South se réjouit de ce développement. « Depuis plusieurs années, nous voulions que le centre des de traitements des jeunes soit rapatrié à Hay River. Mais, il est vrai que ce centre fonctionne bien à Yellowknife, et qu'il peut compter sur des ressources déjà bien établies dans la communauté. Le ministre a eu l'idée de répondre à un autre besoin pressant de nos citoyens avec la construction de ce centre à Hay River. Cette solution va fonctionner ! »

Dans les grandes lignes, ce centre serait une aide aux familles ayant un adulte handicapé intellectuellement. Un lieu de résidence pour ces hommes et femmes qui ont besoin d'aide pour atteindre une meilleure autonomie. « Nous devons travailler en concert sur le projet, avec le ministre et l'autre député M. Delorey dès la reprise de la session parlementaire en mai, assure Groenewegen. Pour l'instant ce que nous savons c'est que nous allons bâtir un établissement de douze places, où dix patients permanents seront placés et deux services de répit mis en rotation. De plus le centre sera certainement orienté vers l'aide à la déficience mentale et non le handicap physique. »

Les familles nécessitant ces services, sont pour le moment dirigées vers des centres localisés majoritairement en Alberta. C'est une aide indispensable pour les patients et leurs proches. Le fait que ces centres soient uniquement disponibles dans le Sud est un problème pour

Compromis
Suite en page 13